

[Ugo Palheta,

> Maître de conférences en sciences de l'éducation à l'Université de Lille-3.]



Auteur de *La domination scolaire. Sociologie de l'enseignement professionnel et de son public*, Paris, PUF, 29 août 2012, 360 pages.

« Les discours politiques – de gauche comme de droite – qui en appellent à une « revalorisation » de l'enseignement professionnel apparaissent comme le pendant de la dévalorisation réelle de la condition des salarié-es d'exécution. Tant qu'on laissera des usines ou des bureaux fermer, tant qu'on laissera la précarité et les bas salaires s'imposer dans le monde du travail, il est très peu probable que s'opère une quelconque « revalorisation » de formations qui mènent généralement à des emplois d'ouvrier-es et d'employé-es. »

Comment s'opère aujourd'hui l'orientation des jeunes vers l'enseignement professionnel, dans le système éducatif français ?

Avant toute chose, il faut rappeler que le public de l'enseignement professionnel appartient très majoritairement aux classes populaires. À ce titre, leurs parents cumulent pour la plupart des ressources économiques limitées et un faible « capital culturel », sans parler des situations de chômage que nombre d'entre eux ont connu et/ou connaissent. Mais il ne suffit pas de noter cette origine massivement populaire du public de l'enseignement professionnel, il faut également se demander comment s'opère concrètement cette orientation vers les filières professionnelles, c'est-à-dire comment s'y prend l'École pour reproduire les frontières entre classes sociales.

Dans mon livre, j'ai essayé de reconstituer les trajectoires scolaires de ces jeunes qui s'orientent ou sont orientés vers l'enseignement professionnel. J'ai utilisé pour cela de grandes enquêtes statistiques mais j'ai également réalisé de nombreux entretiens approfondis avec ces jeunes.

Ce qui apparaît, c'est l'importance de la procédure d'orientation en fin de 3^{ème}, car elle réalise la première grande coupure scolaire dans les cursus des élèves.

Ce qui se joue dans cette procédure c'est une division durable, aussi bien matérielle que symbolique, entre d'un côté les jeunes orienté-es vers l'enseignement professionnel, futurs salarié-es d'exécution pour la majorité d'entre eux, et de l'autre les jeunes orienté-es vers l'enseignement général et technologique, qui sont appelé-es à rejoindre les classes intermédiaires et dominantes, du moins pour ceux qui parviendront à tirer leur épingle du jeu dans l'enseignement supérieur.

Comment s'opère cette orientation justement ?

Rappelons que ces décisions sont précédées par une longue série de verdicts et de procédures qui, dès l'école primaire et au collège, va préparer les élèves – surtout d'origine populaire – à accepter comme évident leur sort scolaire, en faisant dériver d'une incapacité prétendument « naturelle » leurs difficultés d'apprentissage, mais aussi leur orientation vers les filières les moins nobles (selon les critères scolaires) et les moins payantes (selon ceux du marché du travail).

Par exemple les jeunes d'origine populaire ont non seulement plus de chances d'être l'objet d'un redoublement (y compris à niveau similaire d'acquisition), mais, quand ils redoublent, les effets négatifs sur l'orientation future sont sensiblement plus marqués que pour les jeunes issus d'autres classes sociales.

Plus largement, les choix d'orientation en fin de collège sont eux-mêmes structurés par des logiques de classe. Ainsi, à niveau scolaire équivalent, les jeunes d'origine populaire ont environ 8 fois plus de chances de demander une orientation vers l'enseignement professionnel que les jeunes d'origine favorisée.

Les aspirations scolaires varient en effet d'une classe sociale à une autre, mais peut-être surtout la capacité à résister à des verdicts scolaires négatifs varie aussi. C'est cette capacité inégale de résistance qui explique qu'un redoublement, là où il sera conçu et vécu dans les milieux favorisés comme une possibilité de rat-trapage, engendrera au contraire un sentiment de découragement très profond dans les classes populaires.

L'École s'appuie donc sur les dispositions et les « choix » apparemment libres des individus pour opérer, en toute invisibilité

et en toute bonne conscience, l'orientation des enfants d'origine populaire vers les postes d'ouvriers et d'employés, via l'enseignement professionnel.

On dit souvent de ces jeunes qu'ils ont le sentiment d'être relégués dans des « voies de garage » ou des « filières pou-belles » ; est-ce vraiment le cas ?

C'est effectivement le cas pour une partie d'entre eux et d'entre elles, et ce d'autant plus que les 30 dernières années ont vu une détérioration des conditions de travail et d'existence de la classe ouvrière. Mais ce qui m'a semblé frappant dans mes enquêtes, c'est moins le sentiment généralisé d'une relégation que la récurrence des discours, parmi les jeunes, revendiquant l'orientation vers l'enseignement professionnel et jugeant positivement la formation reçue.

Là encore, ce fait est incompréhensible si l'on oublie le passé scolaire de la plupart de ces jeunes, qui ont connu des parcours chaotiques, disent s'être beaucoup ennuyé, ont souvent vécu comme des humiliations répétées les verdicts scolaires, et critiquent des professeurs de collège jugés peu enclins à s'intéresser aux élèves en difficulté. Ils vont donc évaluer l'enseignement professionnel, non pas par rapport au lycée général, mais au regard des difficultés connues au collège. C'est ce qui explique que, pour une partie des jeunes de l'enseignement professionnel, leur orientation peut apparaître comme un soulagement, voire parfois comme une libération.

► Propos recueillis par
M.C Guérin